

# notes internationales

## ALLEMAGNE

De notre correspondant :

Une crise gouvernementale a éclaté dans la République Fédérale d'Allemagne que le chancelier Adenauer dirige sans interruption depuis 1949. Il y a quelque chose de presque invraisemblable et inimaginable dans cette crise qui ébranle un des gouvernements les plus stables du monde capitaliste : ce n'est pas en effet l'opposition parlementaire, la puissante social-démocratie mais un hebdomadaire libéral-capitaliste « Der Spiegel » (le miroir) qui a déclenché ce coup contre le gouvernement.

La trahison de la direction des syndicats ouvriers et des partis de masse, en l'occurrence le Parti social-démocrate, dans la lutte d'opposition a laissé ce champ libre à une presse libérale courageuse. « Der Spiegel » qui est nettement réactionnaire en ce qui concerne la politique économique et surtout dans son attitude envers les syndicats a courageusement défendu des positions que n'ont pas osé prendre ou qui étaient abandonnées par les sociaux-démocrates : le neutralisme de l'Allemagne, reconnaissance de la R.D.A. et même la défense de Cuba.

Mais la cible principale du « Spiegel » était le ministre de la défense et ses conceptions militaires. C'est ce fond politique de l'affaire du « Spiegel », accusé de trahison de secrets d'Etat qui doit être éclairé.

Il y a deux conceptions différentes dans la bourgeoisie allemande sur la voie la plus sûre qui mène à la réunification de l'Allemagne par simple incorporation de la R.D.A., malheureusement sans appui populaire, à la République Fédérale de Bonn. Le ministre des Affaires étrangères, Schröder et la partie prépondérante de la bourgeoisie allemande veulent s'appuyer pleinement sur l'alliance atlantique et surtout les U.S.A. pour faire adopter le problème allemand par eux. Leur espoir est que la force de cette alliance contraindra un jour l'Union Soviétique à abandonner Ulbricht et la R.D.A., avec comme compensation, la neutralité de l'Allemagne unifiée en politique extérieure. C'est pourquoi sur le plan militaire Schröder est prêt à renoncer à un armement atomique allemand indépendant. C'est pourquoi il est prêt même à faire des concessions sur Berlin, pour faciliter un règlement entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., en montrant beaucoup de compréhension pour les problèmes généraux de l'Alliance Atlantique qui demandent certains sacrifices — toujours considérés comme temporaires par la bourgeoisie allemande.

Le ministre de la Défense — ou plutôt l'ancien ministre — est l'expression par contre de cette partie de la bourgeoisie allemande dont la confiance en soi a énormément augmenté, qui est grisée par les succès du miracle économique allemand et qui craint en même temps d'être abandonnée, sacrifiée par les Américains qui chercheront un compromis avec les Soviétiques sur le dos de l'Allemagne. Strauss a défendu avec acharnement un armement atomique allemand — exactement comme de Gaulle — afin

de pouvoir forcer la main des Américains à la rigueur, s'ils ne se soumettent pas aux besoins de l'Allemagne.

Le chancelier Adenauer a une position intermédiaire. Strauss et ses demandes étaient pour lui un atout chaque fois qu'il craignait d'être « trahi » par les Américains. Mais il n'a jamais pensé réaliser cette menace sérieusement et pousser à fond l'armement atomique allemand indépendant, comprenant bien que l'alliance avec les Etats-Unis avait encore toute sa valeur pour la bourgeoisie allemande se trouvant si proche d'un pays socialiste.

Il ne manque pas de sœur de savoir que deux services secrets se sont livrés bataille dans l'affaire du « Spiegel ». Le « Service d'Information Fédérale » (B.N.D.) avec comme président le général Gehlen dont le passé nazi l'a qualifié dès le début pour être appuyé par les Américains, a informé « Der Spiegel » des lacunes de la conception militaire de Strauss. Ce service secret est sous l'ordre direct du chancelier Adenauer. Mais le « Service de Protection militaire » (M.A.D.) soumis à Strauss a effectué les arrestations des rédacteurs du « Spiegel ».

L'opinion publique et d'abord toute la presse bourgeoise avait condamné la résolution des syndicats allemands au Congrès de Hanovre (tenu du 7 au 12 septembre) repoussant toute législation d'exception — demandée par le gouvernement pour les cas d'urgence extérieure ou intérieure. Mais l'affaire du « Spiegel » a brusquement changé le climat. Les étudiants, les intellectuels se sont réveillés en exprimant une méfiance profonde envers le gouvernement auquel on ne doit pas donner d'armes légales supplémentaires.

Des réunions avec la participation de milliers d'étudiants dans toutes les villes universitaires, des démonstrations publiques et même, pour la première fois l'évocation du sort de milliers de suspects de communisme dans les prisons d'Adenauer ont marqué cette vague profonde du sentiment que la « démocratie est en danger. »

Un absent notable et de taille dans toutes les démonstrations : la classe ouvrière ! Cette armée grandiose et disciplinée que constitue la classe ouvrière allemande ne se mobilise guère autrement que sur commande de ses chefs syndicaux ou politiques. Mais ceux-ci craignent de réveiller le géant obnubilé par une conjoncture tranquillisante.

Les sociaux-démocrates dont le désir le plus profond est d'obtenir quelques sièges de ministre à côté des chrétiens-démocrates ont perdu leurs réflexes à tel point qu'ils n'ont même pas utilisé cette crise, pour combler leur désir. Ils sont trop honnêtes pour profiter des difficultés de leurs adversaires bourgeois... Et pourtant ils étaient rarement assez honnêtes pour défendre les intérêts de leurs amis dans la classe ouvrière.

K. R.

## ITALIE

De notre correspondant :

Au mois d'octobre la F.G.C.I. (Fédération de la jeunesse communiste italienne) a tenu son congrès national à Bari. La F.G.C.I. est une très large organisation (d'environ 250.000 membres) groupant des jeunes ouvriers et des étudiants pleins d'un esprit et d'un militantisme très combattifs.

A la différence des autres organisations de jeunes des autres pays d'Europe Occidentale — pour ne pas parler des Etats ouvriers — la F.G.C.I., bien qu'étroitement liée au Parti communiste italien, a utilisé assez largement son autonomie formelle pour développer une discussion libre et impartiale, et dans certains cas pour élire des directions locales qui sont loin d'être « orthodoxes » et acceptées par Togliatti, le chef du parti communiste italien.

A la fin du congrès, Occhetto le candidat officiel du Parti au poste de secrétaire national de la jeunesse communiste fut élu au Comité Central alors que dans un vote au scrutin secret son nom avait été rayé par plus de 100 délégués. Il faut faire remarquer que, tout en étant le candidat officiel du Parti, Occhetto n'avait pas des positions politiques 100% identiques à celles de Togliatti. Cependant comme le montre son élection au Comité Central, la manœuvre de la direction du Parti pour faire élire à la tête de la jeunesse quelqu'un qui soit susceptible d'être accepté par l'opposition a échoué, car un nombre considérable de délégués ont jugé la position d'Occhetto insuffisamment critique à l'égard de la politique du Parti.

Encore plus significatif est la façon dont, après avoir été élu au Comité Central, Occhetto fut élu secrétaire général de la F.G.C.I. Le résultat de ce vote se passe de commentaire : 38 membres du Comité Central pour Occhetto, 25 contre. La conséquence immédiate fut qu'Occhetto, réalisant qu'il ne pourrait diriger la F.G.C.I. contre un nombre considérable des dirigeants de celle-ci, fut obligé d'accepter certains de ses opposants de gauche au Bureau Politique et au Secrétariat National.

Comment en sommes-nous arrivés à cette situation qui, pour un Parti communiste est plutôt extraordinaire ? Le précédent congrès s'était tenu immédiatement après les manifestations de juillet 1960, quand, en dépit de la répression sanglante par la police, les ouvriers contraignirent le Gouvernement Chrétien Démocrate dirigé par Tambroni (qui était soutenu au Parlement par les fascistes) à démissionner. Les jeunes cadres du P.C. s'étaient alors trouvés dans la lutte au premier rang. Ceci avait provoqué la montée d'un courant gauchiste encore plus confus mais qui a mené un grand changement dans les cadres et les méthodes dirigeantes de la Jeunesse Communiste, lorsque le Parti tenta de s'assurer le soutien des jeunes.

Cependant beaucoup de jeunes cadres prirent cette manœuvre au sérieux, si bien que la direction du P.C. se trouva bientôt devant le fait accompli de la formation d'une opposition de gauche plus ou moins organisée, qui obtint la direction de certaines fédérations de province (entre autres Rome et le centre industriel important de Turin) et la rédaction de « Nuova Generazione », l'organe de la F.G.C.I.

Le soutien enthousiaste à la Révolution Cubaine et aux principes de la déclaration de La Havane, la critique sévère de l'opportunisme du P.C. français et de Khroutchev à l'égard de l'Algérie, la condamnation du stalinisme, une forte opposition à l'opportunisme du P.C. face à certains problèmes économiques, politiques et culturels en Italie, voilà les points essentiels sur lesquels a commencé à se grouper la tendance de l'opposition de gauche. Une telle tendance avait des positions semblables à celles de l'aile gauche du Parti Socialiste (le Parti de Nenni) et des syndicats.

Le combat de Togliatti contre la tendance de la jeunesse s'est déroulée en plusieurs rounds, sans jamais parvenir à une victoire politique décisive ou à l'écrasement de l'opposition par des méthodes répressives. Le combat atteint son point critique après le 22<sup>e</sup> Congrès du P.C. soviétique, lorsque « Nuova Generazione », par la publication de photos et d'articles, souleva ouvertement le problème de la réhabilitation politique et morale de Trotsky. Le Parti a condamné de telles positions car il craignait les réactions des dirigeants soviétiques et du dirigeant français Thorez ; il a cependant été obligé de tolérer de telles positions et d'admettre publiquement — par l'intermédiaire de son dirigeant Pajetta, dans une conférence de presse — que Trotsky était un véritable révolutionnaire « bien que ses idées politiques soient fausses ».

En dehors du problème juridique et historique, l'influence des idées trotskystes sur les jeunes communistes, spécialement sur les étudiants, a été un élément important dans leur formation. Ceci a été facilité aussi par le fait que le nouveau climat dans le P.C. ne permet aucune interdiction bureaucratique de la littérature trotskyste dans le Parti. Par exemple des livres de Trotsky sont à la disposition des militants du P.C. à la bibliothèque de l'Institut Gramsci (bibliothèque centrale nationale du P.C.).

La lutte commencée par la F.G.C.I. à son dernier congrès n'est pas terminée. Le 10<sup>e</sup> Congrès National du P.C. a eu lieu au début décembre, et la discussion commencée à la F.G.C.I. a déjà eu une certaine influence sur celle qui se déroule dans le Parti. La politique de Togliatti a trouvé un nouvel opposant de gauche puissant.

S.D.G.

# COLONIES PORTUGAISES

Au moment où nous arrivent des échos de la lutte du peuple portugais contre le régime fasciste de Salazar, à Paris vient de se former un : Comité de Soutien à l'Angola et aux Peuples des colonies portugaises (1). Cela va de pair. Car le silence qui recouvrait l'exploitation fasciste du peuple portugais s'étendait au-dessus des colonies de l'empire où le travail forcé, le knout, les déportations, n'étaient que moyens habituels du colonat portugais. Ce silence qui commence à se rompre n'était pas seulement entretenu par la bourgeoisie portugaise mais trouvait de larges complicités auprès de tous les impérialismes. C'est que le vieil empire portugais n'a réussi à se maintenir qu'en associant étroitement à l'exploitation de ses colonies et de son propre peuple d'autres impérialismes plus puissants. Aussi les Anglais, les Allemands, les Américains, etc. font les choux gras de la misère et du sang des masses coloniales sous le joug portugais (2). En Angola, la puissante société diamantifère (Diamang) qui domine le pays est contrôlée en majeure partie par les Américains (40 %) et les Anglais. En Mozambique, une compagnie privée anglaise détient la souveraineté sur 17 % du territoire.

Mais cette situation touche à sa fin. Le silence est percé par le fracas des balles des maquisards angolais et par celle de l'assaut de Beja au Portugal.

Le développement de la lutte devient multiple, et au Portugal et en Angola, mais également en Guinée, au Cap Vert, en Mozambique. Le niveau le plus élevé jusqu'à maintenant se trouve en Angola où la lutte se développe à « l'algérienne ». En Guinée, l'insurrection vient d'être déclenchée et nul doute que nous allons connaître une nouvelle guérilla combinant la lutte des paysans regroupés dans les maquis et la lutte clandestine dans les villes.

Pour faire face à cette marée montante, Salazar, adepte du principe colonial « nous croyons qu'il y a des races décadentes ou arriérées vis-à-vis desquelles nous assumons le devoir de les appeler à la civilisation », a aussitôt recouru à la force. Des troupes sont chaque semaine débarquées dans toutes les colonies et la répression s'étend.

Celle-ci s'avèrera vaine. La détermination des masses s'est faite au contact des dures réalités de l'exploitation coloniale et tant que celle-ci subsistera la lutte s'amplifiera.

L'administration coloniale ne recule pourtant devant aucune mesure d'oppression et de misère. Pour réaliser plus de profits, elle a, en Guinée, augmenté l'exportation du riz de telle sorte que la famine s'ensuivit. Elle envisage l'envoi de milliers de familles de colons portugais, afin d'étendre sa masse de main-d'œuvre. Elle a élevé l'exportation pour d'autres colonies des enfants coloniaux comme travailleurs contractuels à la hauteur d'une institution.

En dehors de cela, Salazar tente d'amadouer les « élites », les « chefs traditionnels » en étendant la corruption, les bourses d'études aux éléments sûrs, etc., sans oublier l'utilisation des antagonismes ethniques.

Cependant, les organisations nationalistes s'organisent et ont déjà remporté sur ce plan quelques succès.

Ils ont pris l'initiative de rompre leur isolement national en créant un front de la majeure partie des organisations nationalistes des colonies portugaises (la C.O.N.C.P.). Dès lors, la lutte devrait pouvoir se dérouler au travers d'une coordination que même les mouvements d'indépendance aux prises avec l'impérialisme français n'avaient pas atteint.

La nécessaire collaboration avec le peuple portugais dans la lutte commune contre le fascisme est défendue avec aplomb par le Parti Africain d'Indépendance de la Guinée dans les termes suivants :

« Nous sommes conscients des relations intimes entre le colonialisme et le fascisme portugais. Les colonialistes et l'exploitation coloniale sont sûrement à la base du fascisme portugais et de son renforcement.

« Si la chute du fascisme au Portugal peut ne pas conduire à la fin du colonialisme portugais — cette hypothèse étant d'ailleurs annoncée par quelques-uns des leaders de l'opposition portugaise — nous sommes sûrs que la liquidation du colonialisme portugais entraînera la destruction du fascisme au Portugal. A travers notre lutte de libération, nous contribuons efficacement à la chute du fascisme portugais et donnons au peuple du Portugal la meilleure preuve de notre solidarité. Ce facteur est un motif de fierté pour nos peuples qui attendent du peuple portugais la même solidarité par le renforcement de la lutte contre le fascisme.

« Si l'opposition portugaise était capable de réaliser sa propre unité, d'accepter ouvertement le principe de l'auto-détermination et de l'indépendance pour nos peuples (comme l'ont déjà fait quelques-uns de ses fractions) et de guider le peuple portugais dans une action directe contre le fascisme, nous serions prêts à envisager une alliance de nos forces et des forces démocratiques et progressistes portugaises pour la liquidation simultanée du colonialisme et du fascisme portugais. »

Alliée à une compréhension des voies pacifiques connues illusoire, cette orientation en se développant constituera un apport essentiel de la révolution coloniale stimulant la révolution sur le propre sol de l'impérialisme.

(1) 42, avenue du Parc-de-Montsouris, Paris-14<sup>e</sup>.

(2) Voir article de Mario Vieira dans « Quatrième Internationale », numéro 16.

A lire :

### LE PROPHETE ARME

Tome I (1879-1921) de la bibliographie

de Léon Trotsky

par Isaac Deutscher

Edité par Julliard